

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

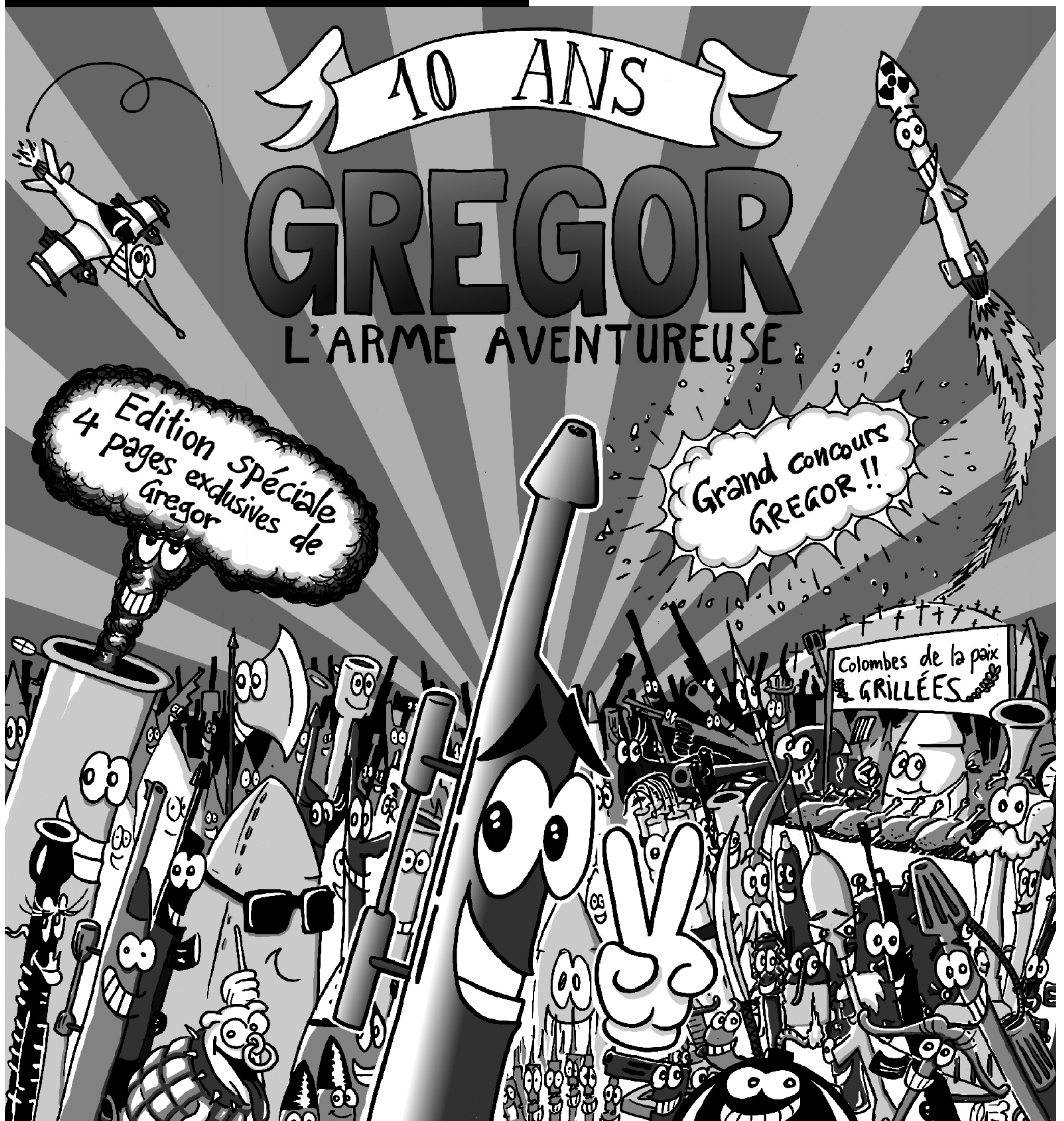
changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich
gssa@gssa.ch

GSsA

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 112 Septembre 2017

une Suisse sans armée



Edito

Chère lectrice, cher lecteur,

Comme l'image sur la couverture l'indique, nous fêtons un anniversaire dans ce numéro. Cela fait déjà dix ans qu'Oger accompagne le journal du GSsA avec ses caricatures, et en particulier avec Gregor l'arme aventureuse. C'est pour cette raison que nous avons décidé de lui dédier un « Sonderbund » spécial de quatre pages, qui contient non seulement une interview, mais également un jeu concours et, en exclusivité, la vérité sur la création de la Suisse, racontée par Gregor.

Les récoltes de signatures pour l'initiative contre le commerce de guerre se déroulent très bien et vous trouverez, en page 2, un entretien avec la désormais célèbre « sprayeuse de Berne ». Nous nous pencherons, en page 4, sur l'évolution des projets d'armement DSA et d'acquisition d'avions de chasse, tous deux estimés à plusieurs milliards. Nous entrerons également dans les détails des nouvelles embûches dans le chemin des personnes désirant effectuer un service civil (page 3) ; nous prédisons d'ores et déjà une augmentation des sorties pour cause d'inaptitude au service. Nous examinerons ensuite, d'une perspective historique, la manière dont les objecteurs de conscience sont traités en Suisse, et en particulier le cas de l'ancien Conseiller national biennois et militant pour la paix Arthur Villard, qui aurait fêté son 100ème anniversaire cette année (page 9). Nous parlerons également du projet du groupe de travail consacré à l'obligation de servir. Ce projet consiste à étendre l'obligation de servir aux femmes, selon le modèle norvégien (page 3). En page 11, nous aborderons les documents secrets de la CIA révélés au grand jour, qui prouvent l'utilisation d'avions de chasse armés de type Pilatus PC-12 dans la guerre des drones menée par les États-Unis. Le fait que la politique de paix civile ne soit pas le choix privilégié dans la collaboration en matière de politique de sécurité en Europe n'est malheureusement pas une nouveauté - les demandes agressives de Trump en faveur de la militarisation en Europe ne laissent rien présager de bon (page 11). Finalement, nous décrirons ce qui se passe quand des armes nucléaires sont perdues et les conséquences jusqu'à aujourd'hui. « Broken Arrows » n'est malheureusement pas seulement une oeuvre de fiction mais bel et bien une réalité (page 10).

Nous vous souhaitons une lecture stimulante !
Adi Feller et toute l'équipe rédactionnelle

INITIATIVE : ÉTAT DES LIEUX

Recherche : 154 personnes. Par jour.

Les récoltes de signatures pour l'initiative contre le commerce de guerre n'auraient pas pu mieux commencer. Ce qui n'est pas une raison pour se reposer sur ses lauriers. *Basil Schöni*

L'alliance contre le commerce de guerre a 18 mois pour récolter 120'000 signatures afin de pouvoir déposer son initiative. Cette période de 18 mois se termine le 11 octobre 2018, autrement dit dans 548 jours ou 78 semaines. Afin d'atteindre notre but, nous devons récolter 219 signatures par jour jusqu'au jour J. Au 1er août 2017, soit 112 jours après le lancement de la phase de récolte, le secrétariat de l'alliance comptait d'ores et déjà 53'040 signatures. Cela signifie que dans ces 16 premières semaines, 474 signatures ont été recueillies par jour, soit deux fois plus que le minimum nécessaire.

Ces chiffres se répartissent comme suit : nous avons reçu 16'579 des 53'040 signatures par courrier, les 36'461 autres ont été récoltées dans la rue. Tous les jours, 148 personnes ont rempli une carte de signature et nous l'ont renvoyée et 326 ont donné la leur à un-e de nos bénévoles.

Une signature toutes les dix minutes

On ne peut rêver d'un meilleur coup de départ pour l'initiative contre le commerce de guerre. Nous ne sommes pas pour autant au bout de nos peines, puisqu'il nous manque encore plus

de la moitié des signatures. De plus, il est peu probable que ce rythme phénoménal puisse être tenu sur le long terme. A partir du 1er août, l'alliance contre le commerce de guerre a encore 436 jours pour récolter 66'960 signatures. Chaque jour, 154 nouvelles personnes devraient décider de signer l'initiative. Nous cherchons 154 personnes, chaque jour. Six personnes par heure. Une personne toutes les dix minutes. A partir d'aujourd'hui et jusqu'au 11 octobre 2018. Et vous, avez-vous déjà signé?



Récolte de signatures à Locarno.

« MAMIE SPRAYEUSE »

La mission de Louise Schneider

Peu d'actions du GSsA ont suscité autant d'attention que le graffiti sur la cloison entourant la Banque Nationale. Mise en contexte. *Andreas Weibel*

Le premier appel vint de New York, le deuxième du Costa Rica. Ensuite, le téléphone n'arrêta plus de sonner. Cet après-midi là, plus d'une douzaine de représentant-e-s des médias ont pris place dans la véranda de Louise Schneider, comme si une conférence de presse y avait lieu. Le lendemain, les médias de la terre entière, du Wisconsin au Venezuela en passant par Hanovre et Hong Kong, publient des articles sur cette femme âgée qui avait écrit « L'argent pour les armes tue » sur la cloison devant la Banque Nationale et qui avait ensuite été arrêtée par la police.

Un écho gigantesque

Le lancement spectaculaire de l'initiative contre le commerce de guerre est indubitablement lié à l'action de Louise. Les bénévoles qui récoltent des signatures dans la rue entendent souvent parler d'elle, et le Blick a même surnommé l'initiative « Initiative de la mamie sprayeuse ».

L'écho de l'action n'a pas été que médiatique. Un premier lieutenant de l'Armée suisse a

exprimé son dilemme dans une lettre. D'un côté, il soutient l'Armée et l'industrie de l'armement, mais d'un autre côté, il ne peut s'empêcher d'admirer Louise pour son courage et son dynamisme. Lors d'une cérémonie de remise des diplômes à laquelle Louise s'est rendue, les professeur-e-s présent-e-s ont décidé de lui offrir les fleurs destinées aux enseignant-e-s.

Rares sont celles et ceux qui auraient pu prévoir les réactions suscitées par le message écrit au spray à la craie lavable sur les cloisons entourant la Banque Nationale. Peut-être parce que l'on ne s'attend pas à ce qu'une nonagénaire exprime ses convictions politiques avec une bombe aérosol. Peut-être qu'à l'époque de Trump, les gens aspirent à une politique basée sur l'honnêteté et les convictions morales. Ou peut-être que l'indignation face au commerce d'armes, rendu possible grâce à l'argent de nos caisses de pensions, était encore plus grande que nous le présumptions.

Louise était probablement la seule à se douter de la force des réactions que son action susciterait. Elle avait d'ailleurs planifié cet acte depuis de nombreuses années ; elle attendait simplement que son mari, Paul, décède. Non pas parce qu'il ne soutenait pas Louise dans

ses actions et convictions - au contraire, il a toujours été un soutien important dans son engagement - mais parce qu'elle voulait à tout prix éviter à son mari, qui nécessitait des soins, le stress lié à l'attention médiatique.

Le levain

Louise est enracinée dans le mouvement religieux socialiste. Son engagement politique est en lien étroit avec ses croyances. Elle revient toujours à parabole du levain - la plus insignifiante des graines produit les plus grandes herbes. En clair, le changement vient des petites choses. Il est de notre devoir - et c'est là la mission de Louise - de semer ces graines qui amèneront un changement positif dans ce monde.

Lors des récoltes dans la rue, Louise est une star. Les adultes veulent absolument la remercier et discuter avec elle. Mais c'est avec les jeunes que Louise s'entend le mieux ; les filles veulent faire des selfies avec elle et lui posent des questions sur sa vie. Les garçons, en revanche, sont un peu plus timides, bien que de temps à autre, l'un d'eux se jette à l'eau et l'accoste pour lui dire : « Quand je serai adulte, j'irai voter et lutter pour ce qui est bien, comme vous. »

Louise recevra prochainement une classe de l'Oberland zurichois qui a regardé un film sur elle. Lors de cette rencontre, Louise essaiera, encore une fois, de semer quelques graines.

SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Egalité? Que nenni!

Le Conseil fédéral veut repenser le système de service militaire obligatoire d'ici 2020. Il se base sur un rapport du groupe de travail consacré à l'obligation de servir présenté en 2016, qui préconisait le « modèle norvégien » pour la Suisse.

Eva Krattiger

Au coeur du modèle norvégien se trouve l'obligation de servir pour les femmes et les hommes. Tou-te-s les citoyen-ne-s ne sont cependant pas contraint-e-s de faire leur service militaire, l'Armée choisissant les personnes les plus motivées et les plus qualifiées. Les qualifications sont évidemment plus importantes que la motivation, sans quoi un service volontaire serait tout à fait suffisant.

Concrètement, une application de ce système signifierait qu'en premier lieu, l'aptitude à servir de tous les citoyens et toutes les citoyennes suisses serait testée. Si la personne concernée est déclarée inapte, la possibilité de servir dans le service de protection serait examinée. Par la suite, l'armée définirait le nombre de recrues dont elle a besoin. En cas de manque de recrues, la personne serait déclarée apte à servir et pourrait, dans tous les cas, changer pour le service civil. Si, au contraire, l'armée n'a pas besoin de recrues supplémentaires, la personne concernée ne serait pas appelée à servir et devrait payer la taxe d'exemption de l'obligation

de servir. Ce nouveau modèle forcerait beaucoup de personnes, surtout des femmes, mais également des hommes, à payer cette taxe.

La taxe d'exemption

Le Conseil fédéral souhaite augmenter la taxe d'exemption à 5% du revenu imposable (elle est actuellement de 3%), respectivement percevoir un montant minimal de CHF 1000.- au lieu des CHF 400.- actuels. De plus, la taxe d'exemption n'irait plus directement dans les caisses de l'État mais serait versée au fonds des APG, dont le volume augmenterait considérablement en cas d'application de ces nouvelles mesures. C'est pour cette raison que le Conseil fédéral souhaite réduire le pourcentage prélevé sur le salaire destiné à ce fonds, tout en rémunérant davantage les prestataires. Actuellement, les employeurs et les employé-e-s contribuent à part égale aux APG. Or, une baisse du pourcentage de contribution déchargerait surtout les employeurs. Les employé-e-s, en revanche, verseraient non plus 0.45% de leur salaire, mais 5% de leur revenu imposable (ou au minimum CHF 1000.-), ce qui représenterait une charge supplémentaire importante pour les jeunes, et en particulier pour les femmes.

L'égalité ne ressemble pas à ça!

En appliquant le modèle norvégien, le Conseil fédéral espère obtenir plus d'égalité. Malheu-

reusement, il néglige certains aspects négatifs qui s'en suivraient. Le nouveau modèle prévoit une réduction massive des jours de service pour le service civil, puisque tous les hommes déclarés aptes ne pourraient plus décider de le faire, mais uniquement ceux qui correspondent aux effectifs établis par l'armée. Il apparaît très clairement que, pour le Conseil fédéral, le service civil n'est qu'une sorte de thérapie occupationnelle. Il oublie que beaucoup d'entreprises dépendent des personnes en service civil. Bien que le service civil sous sa forme actuelle ne soit pas parfait, il permet néanmoins à un grand nombre de jeunes hommes de découvrir de nouveaux domaines de travail tout en garantissant à certaines entreprises la main d'oeuvre dont elles ont besoin. Considérons, par exemple, le secteur des soins, qui emploie plus de femmes que d'hommes. En obligeant tou-te-s les citoyen-ne-s à servir, le risque que ce soit à nouveau les femmes qui se verraient dans l'obligation de combler les manques de personnel dans ce domaine est grand. L'extension de l'obligation de servir pourrait également changer les relations entre les genres au sein de la société, en remettant en question l'idée de l'homme défendant le pays à l'armée pendant que la femme reste à la maison. Il est donc primordial d'éviter que la sélection des recrues se fasse sur la base de stéréotypes de genre, sans tenir compte des changements internes de la société.

Une révision de l'obligation de servir telle qu'elle est présentée par le Conseil fédéral

n'apporterait pas plus d'égalité. Au contraire, il s'agit d'une façon détournée de faire passer les femmes à la caisse, encore une fois. De plus, cette révision du système risquerait de perpétuer une vision stéréotypée des rôles de genre. Finalement, les employeurs et l'armée seraient les seuls à profiter de ce nouveau modèle.



SERVICE OBLIGATOIRE

Le service civil, ce nouveau bouc-émissaire de la crise identitaire de l'Armée

Les problèmes de recrutement de l'armée ne datent pas d'hier. Au lieu de remettre en question l'état actuel de l'armée de façon fondamentale, le service civil est attaqué et rendu le moins attrayant possible. Les politicien-ne-s bourgeois-es sont les têtes de file dans ce combat.

Magdalena Küng

« Hau den Zivi » (tdlt : littéralement, frappe celui qui fait le service civil), voilà le titre de l'article sur les changements prévus pour le service civil, paru à la mi-juin dans le Tagesanzeiger. On n'aurait pu trouver un meilleur titre. L'armée voit ses effectifs s'amenuiser et cherche un bouc-émissaire, pour ne surtout pas chercher l'erreur dans ses propres rangs. Et qui de mieux que ceux qui choisissent de faire le service civil, ces mauviettes antipatriotiques qui, par pure fainéantise, choisissent le chemin de moindre résistance et s'engagent à servir 1.5 fois plus longtemps que les autres? La logique de l'armée est la suivante : dès que le nombre de personnes choisissant de faire l'armée baisse, il faut rendre le service civil moins attrayant, afin que la motivation pour l'armée augmente. Cette logique a apparemment su convaincre une majorité du Parlement qu'il s'agit là du meilleur moyen de lutter contre la crise identitaire de l'armée : dorénavant, ceux qui se décident à faire le service civil après avoir entamé l'école de recrue ne se verraient reconnaître que la moitié des jours servis.

Le service de l'armée ne convainc plus

L'argument principal des défenseurs de ce changement tient dans la perte des coûts de la formation et de l'équipement si les recrues décident de faire un service civil après avoir terminé l'école de recrue. Il semble indiscutable qu'une formation non-utilisée génère des pertes économiques. Or, si l'armée n'est pas capable de montrer à ses soldats que le temps et l'énergie investis en valent la peine, pour

eux-mêmes et pour la société, le problème n'est pas à chercher du côté du service civil. Ceux qui décident de le faire sont déjà prêts à accepter de servir 1.5 fois plus longtemps.

Mesurer les bienfaits réels pour la société

Un autre aspect de l'armée souvent souligné est que le service obligatoire avait jadis été introduit afin de garantir la sécurité du pays et non comme extension du service social. Or beaucoup ont malheureusement tendance à oublier qu'un système social qui fonctionne est fondamental pour la sécurité de la société. Il est plus que discutable que les tanks et les 40km de marche de l'armée contribuent réellement à défendre le pays contre des attaques comme le terrorisme et les cyber-attaques, ou contre des accidents nucléaires. On ne peut mesurer la force de l'armée à la taille de ses effectifs ou aux sommes investies dans l'immobilier ou l'armement. Au contraire, il est nécessaire d'évaluer les services rendus. Aider à préparer et à monter des fêtes populaires, comme l'armée le fait depuis 2009 au Basel Tattoo, est certainement utile, mais les raisons pour lesquelles il est jugé nécessaire de suivre une formation militaire pour cela reste un mystère. Les dépenses insensées ne sont pas à chercher du côté des recrues qui se décident à faire le service civil, mais plutôt du côté de l'armée qui pense que les obusiers blindés et le bivouac contribuent réellement à la stabilité et à la sécurité du pays.



Conseil pour les personnes astreintes

Il est parfois difficile de comprendre le chaos administratif de l'armée. Il est encore plus difficile de se défendre contre les fanatiques du service militaire et ceux qui pensent que la guerre froide n'est pas encore terminée, et de toujours devoir souligner que le service civil est constitutionnel, important et utile pour la société. Le GSsA s'engage sur ces deux fronts : nous t'aidons volontiers et t'indiquons les alternatives au service militaire. Nous nous engageons également pour un service civil fort. As-tu des questions au sujet du service militaire? Aimerais-tu t'engager contre le lobby militaire? Alors n'hésite pas à nous contacter!

gssa@gssa.ch | www.gssa.ch/wp/?page_id=737 | 022 320 46 76

AVIONS DE CHASSE

Vous en reprendrez bien encore un peu, Monsieur Parmelin?

Le « groupe d'experts pour l'acquisition de nouveaux avions de chasse » a publié son rapport et présenté quatre scénarios en vue de l'achat de nouveaux avions. L'argent n'y joue qu'un rôle secondaire et les cadres de l'armée ont peur du peuple. *Michael Christen*

Fin mai 2017, deux rapports aux titres maladroits ont été publiés par le groupe d'experts en charge de l'acquisition des nouveaux avions de chasse : « Avenir de l'espace aérien – Rapport du groupe d'experts prochain avion de combat » et « Recommandations du groupe d'accompagnement sur l'évaluation et l'acquisition d'un nouvel avion de combat ». Ils y présentent quatre scénarios possibles d'acquisitions, qui varient dans le nombre d'avions prévus et, surtout, dans le coût total de cette opération. La variante 4 est la moins chère, avec l'acquisition de 20 nouveaux avions pour un coût total de 5 milliards de francs. La variante 3 veut 30 avions pour 8 milliards de francs et la variante 2 parle de 40 jets pour 9 milliards de francs. La plus chère est l'option 1, qui

prévoit l'achat de 55 à 70 avions de chasse pour un total de 15 à 18 milliards de francs, bien que la police aérienne n'ait besoin que de 12 avions de chasse. Les scénarios réalistes ne sont malheureusement pas le fort des responsables de l'armement, qui préfèrent de loin les systèmes d'armes les plus chers et les plus modernes.

Comme nous l'a bien démontré le projet d'acquisition de Gripen en 2014, heureusement évité, les coûts des avions de chasse ne se limitent pas à leur prix d'acquisition. En effet, une planification financière sérieuse doit prendre en compte les coûts d'une éventuelle augmentation du niveau d'armement, de l'ajout de systèmes d'armes ainsi que les frais d'entretien. Au total, cela coûterait environ le double du prix d'achat des avions de chasse, soit, dans ce cas concret, 15 à 54 milliards de francs. Pour rappel, le coût total des Gripen avait été estimé à 10 milliards de francs.

Le DDPS a informé le Conseil fédéral de la clôture du projet de défense sol-air (DSA) 2020. Or, cette formulation n'est pas correcte, car l'armée veut inclure la DSA dans l'acqui-

sition de nouveaux avions de chasse et la développer dans ce domaine. Dans chacune des quatre variantes, des éléments de la DSA sont inclus, en plus de l'achat des avions de combats. L'option la plus coûteuse deviendrait si chère que même les « experts » ne peuvent pas donner d'estimation précise sur les coûts engendrés.

Avions de chasse et chars de combats en même temps

Sur les environ 200 pages du rapport susmentionné publié par le « groupe d'experts », cinq seulement sont dédiées au financement. Les auteurs y démontrent principalement pourquoi les modèles de financement spéciaux, c'est à dire la location, le leasing, le Public Private Partnership (PPP), les prêts de fabricants et fonds spéciaux, ne sont pas adaptés à cette acquisition. Le « groupe d'experts » conclut que la meilleure solution serait d'inclure les coûts occasionnés dans le budget régulier de l'armée. Concrètement, les coûts seraient répartis sur les budgets de 2023 à 2032. En plus des avions de chasse, l'armée aimerait re-

nouveler l'artillerie, acheter des chars de combats 'Léopard', des véhicules spécialisés pour le génie et l'artillerie, des véhicules d'exploration ainsi que des chars de grenadiers à roues, le tout sans augmenter le budget de l'armée. Pas besoin d'être un-e expert-e en finance pour remarquer que cela ne peut pas fonctionner.

Les intentions du « groupe d'experts » derrière la décision de financement via le budget ordinaire de l'armée ne sont pas difficiles à déchiffrer. Ils souhaitent empêcher le peuple d'intervenir dans les achats d'avions, le budget de l'armée ne pouvant pas faire l'objet d'une votation. On ne peut s'empêcher de penser que l'État-Major de l'armée et les membres des partis bourgeois ont peur du peuple suisse. C'est là la seule explication possible à ce genre de stratégie. Le GSa fera tout ce qui est en son pouvoir pour garantir que le peuple suisse ait le dernier mot en ce qui concerne l'acquisition éventuelle de nouveaux avions de chasse.

EXPORTATION DE MATÉRIEL DE GUERRE

Des chiffres en baisse?

Les chiffres semestriels concernant les exportations de matériel de guerre publiés en juillet sont plus bas qu'ils ne l'étaient les années précédentes. D'importantes commandes vont cependant faire remonter les chiffres. De plus, malgré des inspections de suivi minimales, le matériel exporté continuera à atterrir dans de mauvaises mains. *Lewin Lempert*

Les entreprises suisses ont exporté pour une valeur de 167 mio de francs de matériel de guerre durant le premier semestre 2017. A cette même date en 2016, ces chiffres atteignaient déjà les 224 millions, et 216 millions en 2015. Ces chiffres seront bien utiles à l'industrie de l'armement lorsqu'elle se plaindra des directives beaucoup trop sévères émises par le Conseil fédéral en matière d'exportation d'armes dans les régions en crise. Début 2016, des représentant-e-s de l'industrie de l'armement s'étaient adressé-e-s au Conseil fédéral et lui avaient demandé, dans une lettre ouverte, d'accorder plus d'importance aux emplois suisses qu'aux vies humaines au Proche Orient.

Des deals juteux en perspective

Les données publiées ne peuvent cependant pas être interprétées dans le sens d'une baisse à long terme des exportations de matériel de guerre. Depuis les années 2000, l'industrie mondiale de l'armement profite d'une bonne conjoncture économique – l'industrie suisse en bénéficie également (voir graphique). De plus, elle reçoit régulièrement de grosses commandes. Par exemple, l'entreprise Mowag basée à Kreuzlingen, livrera 309 engins à chenille de type Piranha-5 au Danemark, qui a d'ores et déjà confirmé la commande au prix total de 600 millions de francs. Cette commande fera remonter le chiffre total des exportations.

Les dires d' Oliver Dür, patron de Mowag, dans une interview donnée lors de la publication de la lettre adressée au Conseil fédéral, sont quelque peu ironiques : « Depuis le début de la crise en Ukraine et au Moyen Orient, et depuis que l'Europe est menacée par le terrorisme, le vent a clairement tourné en ce qui concerne les dépenses pour la défense ». Visiblement, la finalité visée par le lobby de l'armement - bénéficier de meilleures conditions pour livrer du matériel mortel à l'étranger – prime sur les faits.

Rôle douteux du Secrétariat d'État

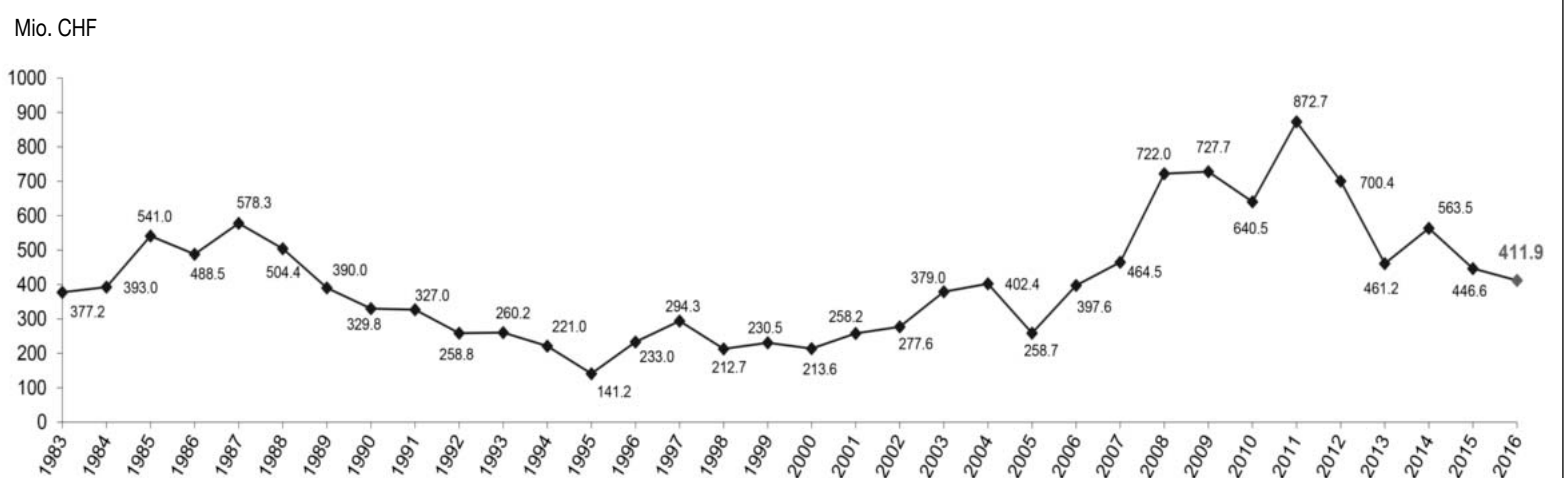
Dans ce contexte, l'État répète souvent que les exportations d'armes vers l'étranger sont soumises à des contrôles rigoureux et que la

Suisse agit de façon exemplaire dans ce domaine. Cependant, outre les tricheries douteuses, ce sont surtout les instruments officiels dont le rôle est d'éviter que des armes se retrouvent entre les mains de groupes terroristes ou de dirigeants autoritaires qui posent problème. Il existe bien des déclarations de non-réexportation qui interdisent au pays importateur d'exporter à son tour les armes reçues. Le nombre de fois que cet instrument a été réellement utilisé est néanmoins choquant : en 2013 et en 2014, 90% des exportations ont été autorisées sans appliquer les déclarations de non-réexportation ; en 2016, ce chiffre était de 60%. Une grande partie du matériel de guerre est donc exporté sans déclaration de non-réexportation. De nouvelles mesures, les Post-Shipment-Verifications (PSV), permettent de vérifier si les armes exportées ont servi à tuer ou si elles se trouvent actuellement entre

de mauvaises mains. En réalité, ces mesures ont été appliquées à posteriori à tout juste 15 exportations. De plus, ces mesures ne servent parfois à rien, comme le démontre les 800 fusils semi-automatiques suisses confisqués dans un port espagnol. Ces armes avaient été originellement exportées au Ghana et n'auraient jamais dû être réexportées. En 2015 encore, le Secrétariat d'État à l'Économie avait vérifié, dans le cadre d'une PSV, si les armes en question se trouvaient toujours où elles avaient été exportées. Afin de rendre ces mesures réellement efficaces, les contrôles devraient être beaucoup plus réguliers.

Une chose est certaine : des chiffres d'exportations bas ne trompent personne sur le fait que la Suisse soit toujours l'un des premiers fournisseurs d'armes et que l'État ne fasse pas grand chose pour éviter les scandales impliquant des armes suisses.

Evolution des exportations de matériel de guerre 1983 - 2016



Source: Seco



Interview avec Gregor



Cela fait à peu près dix ans que pacifistes bienveillant-e-s et grand-e-s romantiques de la paix peinent à s'expliquer lorsqu'ils/elles sont confronté-e-s au rictus supérieur de Gregor, l'arme aventureuse. Or, le petit calibre au grand cœur né le 1er août n'a d'autre ambition que de montrer le monde vu par les armes, car malheureusement, personne n'a jamais réellement écouté les armes, malgré leur grande contribution au développement de la civilisation. Il était donc grand temps de mener la première interview exclusive de Gregor!

Gregor, merci beaucoup d'avoir pris le temps de nous accorder cette interview. Comment te sens-tu?

Incrediblement bien. Je me réjouis toujours de rencontrer de nouvelles victimes... euh...personnes.

(Avale difficilement) Tout le plaisir est pour nous. Cela fait maintenant dix ans que tu accompagnes fidèlement le journal du GSsA, mais tu n'as encore jamais donné d'interview. Par conséquent, de nombreuses questions brûlantes se sont accumulées. Allez-y, tirez ! (sourire)

La question la plus pressante est certainement : Comment fais-tu pour être constamment heureux?

Premièrement, je crois dur comme fer à la bonté des armes, de l'industrie de l'armement et de la guerre. Je suis satisfait quand je vois que le monde progresse grâce à nous et que de plus en plus de gens prennent goût à nos services.

Ah, je vois (raclement de gorge)...et deuxièmement?

Mon alimentation. Grâce à un mélange de poudre à canon, d'huiles minérales non saturées et d'agents biologiques, je me sens tous les jours frais et prêt à tuer.

Tu fêtes ton anniversaire le 1er août. Comment décrirais-tu ta relation avec la Suisse?

Il est bien connu que la façon dont sont traitées les armes indique directement le degré de civilisation d'une société. De ce point de vue, la Suisse est l'endroit parfait pour moi, je jouis ici d'une liberté totale.

Gregor, quel calibre es-tu au juste?

Je suis ravi que quelqu'un s'intéresse enfin à mes valeurs intérieures! Car finalement, chacun de mes tirs montre un aspect de ma personnalité. Dans ce contexte, je citerai toujours mon poète préféré, J. W. Toethe: « Petit est le calibre mais grande est la souffrance ».

Comment décrirais-tu ton parcours durant les dix dernières années? Les étapes clés?

Je pourrais en parler pendant des heures! Il y a tout d'abord l'immense succès en Syrie, en Ukraine et en Libye. Puis les brasiers comme la Palestine, l'Afghanistan et l'Irak. Naturellement, il y a aussi le renforcement de l'armement aux frontières de l'Europe. Il est bien dommage que tous ces succès ne soient attribués qu'aux politiques et que notre contribution soit ignorée!

Que nous réserve l'avenir, selon toi?

Les élections présidentielles aux États-Unis ont mis un terme aux années d'exubérance. Maintenant, des années encore plus exubérantes commencent!

Tu as une vision très positive de l'avenir. Y a-t-il également quelque chose qui te préoccupe?

(Très sérieusement) Des études montrent qu'un-e jeune sur 1105 est confronté-e à la prévention explicite de la violence. Dès leur plus jeune âge, les enfants sont habitués à ce que l'on arbitre leurs conflits à la place de laisser leur violence se développer de façon naturelle. Si nous continuons de cette façon, notre société pourrait être entièrement libre de violence dans 255'000 ans au plus tard, une vision abominable!

A quoi ressemble ta maison?

Comme si une bombe y avait explosé. Il n'y a que comme ça que je me sens bien.

Avec quelle personne, morte ou vivante, souhaiterais-tu être mis en contact?

En principe, les contacts avec les morts sont une perte de temps. Et en ce qui concerne les vivant-e-s, je ne suis pas sélectif du tout : Chaque contact compte ; après tout, un bon vivant est un vivant mort.

(Nerveux) Parlons maintenant de ton temps libre. A quoi ressemble ton quotidien?

C'est toujours un peu la même chose...quelques drames familiaux, des tueries dans des écoles, des attentats...enfin, le genre de choses que l'on fait quand on rentre d'une longue journée de guerre.

Comment imagines-tu ta vieillesse?

Je crois que je ne prendrai jamais entièrement ma retraite, l'envie de tuer est trop grande.

Si tu pouvais emporter trois objets avec toi sur une île déserte, quels seraient-ils?

Lobbyistes de l'armement et fabricants d'armes et ceux, qui disent, que nous nous devons enfin défendre. Ça va chauffer !

Que ferais-tu si tu étais Pape?

La même chose que maintenant : je persuaderaï tous les gens que j'ai raison.

Tu es une arme à plein temps – peut-on vivre de cela?

En premier lieu, on peut surtout tuer avec cela! La seule chose que je redoute est un jour manquer de munitions.

Quel conseil donnerais-tu à nos lectrices et lecteurs sur à la manipulation des armes?

On ne devrait pas juger une arme sur ses paroles, mais sur les morts qu'elle provoque!

Gregor, nous te remercions chaleureusement pour cet entretien!

Le grand quiz sur Gregor

Teste tes connaissances et gagne un t-shirt!

Question 1 : **Quel âge Gregor aura-t-il en l'an 2167?**

Question 2 : **Quand Gregor fête-t-il son anniversaire?**

Question 3 : **Comment s'appelle l'ancienne flamme de Gregor?**

Question 4 : **Comment s'appelle le chanteur préféré de Gregor?**

Sauras-tu répondre à toutes les questions? Lance-toi et tente de gagner un des trois t-shirt « Gregor»!

Tu as tout trouvé? Écris-nous un mail avec les bonnes réponses à gsoa@gsoa.ch ou envoie-nous le quiz avec tes réponses, ton nom et ton adresse à :

Gruppe für eine Schweiz ohne Arme
GSoA, Postfach, 8031 Zürich

Nom :

.....

Adresse :

.....

.....

.....



LA \$ HISTOIRE D'UNE SUR LA

Il est temps...
 ... de rectifier l'histoire...
 ...il est temps pour...
 ... et d'en finir une fois pour toutes avec les théories du complot!

En dépit de ce que l'on croit, la Suisse ne fut PAS fondée par des Confédérés...

... mais par les armes!
 Nous serons un peuple d'armes.

... sur terre comme au Tais-toi et ton tour!
 ... et apprends donc ton texte!

Nous vivons dans un pays libre! Chacun peut tuer qui il veut!

FAUX! Je suis le seul à pouvoir tuer tout le monde!

Mes chers amis, laissons les armes décider!

Am stram gram...

Tell fut non seulement, mais également On me poursuit! Protégez-moi!

Le résultat est bien connu...

... et en même temps le premier exp

Quand je serai grand, je serai pacifiste

Il fut même incorporé dans la constitution...

«La non-participation aux conflits armés ayant pour but la livraison continue de matériel de guerre à tous les partis?»

Appellez cela «neutralité»... mais armée, bien sûr.

SA c'est bien!

...et constamment amélioré.

Nous leur livrons des armes, nous occupons des blessés, afin de pouvoir leur livrer encore plus d'armes?

Exactement!

Génial!

H. DUNANT

SUISSE NATION FONDÉE SUR LES ARMES



Peu après, le premier fanatique d'armes fit son apparition...

« Mon bras me fait défaut, quand mon arme me manque. »

UN INSTANT!

Bave.

Aie!

Miam.

Friedrich KILLER

En tant que membre d'un pouvoir supérieur, c'est à moi seul que revient le droit d'utiliser des armes.

Arrestas.

NORME EUROPEENNE

Le premier tireur fou de l'histoire et le premier requérant d'asile...

Hé regardez, un réfugié économique!

Kanton Aargau

Portateur d'armes.

Ce concept eut tellement de succès qu'il fut bientôt copié.

Vos armoiries ICI?

Trois hallebardes achetées, un mercenaire offert!

Jusqu'à ce que...

Toute la terre est armée - vous sentez-vous encore en sécurité?

Non.

Livrez-m'en quelques-unes, s'il vous plaît.

GUN

Est-ce là le fondement du modèle économique suisse du futur?

Merci, la suisse!

Je l'appelle « recyclage d'armes intergalactique. »

10 ANS



Salut, moi c'est Gregor l'arme aventureuse!
Mes collègues et moi-même travaillons pour les intérêts de l'humanité dans le monde entier!

Dans la prévention de la violence, par exemple:
Sans mon intervention, ils se seraient entre tués!

Nous créons du travail:
Nous avons dû remplacer l'équipe en entier après les attaques par les groupes rebelles

Vous aussi, soutenez notre combat pour un monde meilleur. Oui aux armes!
Oui à la vie!

Salut, je suis Gregor, l'arme aventureuse!

Et voici mon fidèle compagnon: Le chien-grenade.
Bave.

Viens jouer le chien!
Donne la goupille! Allez, donne! Donne!!

Va chercher!
Ouah!

N'ayez pas peur! Il veut juste... jouer!

Adorable non ?!

Salut, moi c'est Gregor l'arme aventureuse.
Ah, mon ami Franck! Quelle surprise!
Salut Franck!
Je vais tous les butter!

Ça fait un bail, Franck! Quoi de neuf?
Je vais tous les butter!

Ah super, tout de bon, Franck!
A plus!
Je vais tous les butter!

Excusez-le...
C'est un fusil à répétition!



(Grelottant de froid)
C'est encore loin le printemps?!

Aaaa...

PAN!
TCHOU!

Diplomatie!
Négociations de paix
Sanctions!
Je déteste la guerre froide!

Ma chère Frida...
...tu es si belle...
soupir.
...comme une guerre des tranchées!

Je t'aime!
Mais Gregor...

je suis un instrument de musique, pas une arme!

Ah bon!
Bein...
Dans ce cas...

Partout la guerre et la destruction...
Partir d'ici!

En Europe!
Mais où aller?
EU...

Je sais!
Simplement aller là...

...d'où proviennent les armes!



MÛ PAR LA PAIX

Une vie au service de la justice et de la paix

Son engagement politique l'a amené au Conseil national, et plusieurs fois en prison : il y a cent ans, le pacifiste Arthur Villard voyait le jour à Lausanne.

Judith Schmid

Que ce soit en tant qu'enseignant, qu'activiste ou que membre du PS, Arthur Villard était un non-conformiste. Il a passé plusieurs fois ses vacances à l'établissement pénitencier de Witzwil qu'il surnommait la « Côte d'Arthur ». Dès le début de sa carrière d'enseignant, il était régulièrement attaqué par les commissions scolaires, les autorités politiques, ainsi que dans ses propres rangs. La commission scolaire de Leubringen, dans les hauts de Bienne, lui reprocha par exemple de vouloir faire de ses élèves des communistes.

Durant toute sa vie, Villard a osé dénoncer publiquement des choses que personne n'aurait osé remettre en question pendant la Seconde Guerre mondiale, la Guerre froide ou encore aujourd'hui. L'obligation de servir par exemple. Il a été sujet à beaucoup de critiques, mais a été, et est aujourd'hui encore, reconnu pour son engagement.

Villard a présidé la branche suisse de l'Internationale des Résistants à la Guerre. Il fut un membre actif du Conseil suisse pour la paix, et l'un des fondateurs du mouvement pacifiste suisse. Il a été le directeur du secrétariat romand du mouvement suisse contre l'armement atomique. Le mouvement était à l'origine d'une initiative populaire à ce sujet au début des années 1960 qui a été largement rejetée par les hommes dans les urnes.

Au niveau international, Villard fut également très actif dans le développement du réseau au sein du mouvement pacifiste. Il a participé à beaucoup de congrès, était un orateur apprécié et a réussi plusieurs fois à réunir différentes organisations autour d'une même table.

Il a été arrêté pour la première fois à la fin des années 1930 après qu'il ait refusé de marcher au pas d'oise durant son école de recrue à Thoune. Malgré son aversion pour le service militaire, Arthur Villard a servi pendant 1100 jours en tant que mitrailleur, car une chose était certaine : en cas d'invasion fasciste venant du nord ou du sud, il voulait pouvoir dé-

fendre le pays. Il n'a cependant pas participé à son dernier cours de répétition, en solidarité avec les objecteurs de conscience condamnés. S'en est suivi une peine de prison de 45 jours à Witzwil en 1966, la même année de son entrée au Grand Conseil bernois. Il a ensuite été élu au parlement communal de Bienne, à l'exécutif de la ville de Bienne et, finalement, au Conseil national. Il s'est engagé pour des thèmes internationaux et en lien avec la politique de paix, mais également pour les droits des ouvriers et ouvrières. Ici aussi, il s'est fait remarquer, entre autre au sein de sa fraction, par sa façon directe et progressiste de faire les choses.

Arthur Villard avec d'autres objecteurs de conscience lors d'un procès à Neuchâtel 1968.
Source: Der Kriegsdienstgegner, Nr. 13, Juli-August 1968, page 7.



Ses mandats parlementaires ne l'ont jamais empêché de participer activement à des actions politiques parfois si provocantes qu'il a été sanctionné et condamné à des amendes et parfois à des peines de prison. Il n'a finalement pas été élu à la commission de la politique de sécurité, malgré le soutien public, du PS et même de certains officiers.

Villard, se pensant visé par une campagne de diffamation, s'est retiré de la vie politique en 1979, après avoir quitté ses nombreux postes politiques, le PS et le syndicat. Après cela, il a passé beaucoup de temps dans le Sud de la France avec la coopérative Longo Maï. Il était souvent accompagné par sa femme Paulette, dont il aimait dire, pour plaisanter, qu'elle menait une « dictature du Pauletariat ». Villard a conservé sa résidence biennoise jusqu'à ce qu'il déménage à la maison de retraite de Leubringen avec Paulette, où il a vécu jusqu'à sa mort en 1995.

Commémoration

Une cérémonie en souvenir de l'activisme d'Arthur Villard aura lieu le 28 octobre 2017 à Bienne.

Où : Bibliothèque de la ville de Bienne
Rue du Général Dufour 26

Quand : Samedi 28 octobre 2017 à 17h
(Apéro à partir de 18h15)

Entrée libre – collecte

SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Réhabilitons les objecteurs de conscience!

Rien que dans les années 1970 et 1980, presque 10'000 citoyens suisses ont été emprisonnés pour avoir refusé de servir dans l'armée suisse. Josef Lang

De la fin des années 1960 jusqu'à l'introduction du service civil en 1996, la question des objecteurs de conscience était l'un des sujets les plus populaires de la politique suisse. Si on en comptait en moyenne 40 par année en 1965, ce nombre a grimpé à 122 en 1966. Durant les années 1970 et 1980, quelque 9'832 dissidents furent condamnés.

La Suisse dénoncée par Amnesty

Dans ses rapports annuels, Amnesty International a dénoncé à plusieurs reprises la Suisse pour cause de violation des droits humains. La première phrase commençait souvent avec des formules telles que « la détention des objecteurs de conscience ainsi que l'absence d'un service pour la paix civile inquiètent Amnesty International ». En 1984, année de parution du rapport cité, 788 objecteurs de conscience ont été condamnés à des peines de prison, ce qui équivaut à trois condamnations par jour ouvrable. Pour les concernés, ces condamnations ont eu des conséquences négatives sur leur vie scolaire et professionnelle.

Les procès aux tribunaux de division ont souvent été accompagnés de manifestations de solidarité pour les accusés, auxquelles des personnalités comme Friedrich Dürrenmatt ou Adolf Muschg ont également participé. La justice militaire, une exception anticonstitutionnelle, était au cœur des débats, et d'innombrables interventions parlementaires en faveur de la création d'un service civil ont été déposées. En 1967, le Conseil fédéral transmet un postulat au groupe de travail chargé de la révision totale de la constitution qui demandait l'aménagement d'une base constitutionnelle pour la création d'un service civil. La même année, dans le cadre d'une révision partielle du code pénal militaire, des réductions de peines ont été introduites pour les objecteurs en cas de grave conflit de conscience. Le scandale des poursuites pénales prit néanmoins une ampleur toujours plus grande, ce qui mena au lancement des initiatives de Münchenstein et de la « preuve par l'acte ».

Le service civil fortement rejeté

Le 4 décembre 1977, la première initiative en lien avec le service civil, qui prévoyait uniquement la création d'un « service de substitution » réservé aux militaires apolitiques et a donc été rejetée par une partie des pacifistes, a été

refusée avec seulement 37.6% de votes en sa faveur. Le 26 février 1984, une autre initiative, qui demandait l'introduction d'une preuve par l'acte qui consistait en un examen de conscience indigne, a également été rejetée avec seulement 36,2% de votes pour, malgré un large soutien. Plusieurs alliances avaient réussi à faire passer la seconde initiative pour une initiative en faveur de l'abolition de l'armée. Parmi elles la financièrement forte « Action Liberté et Responsabilité », l'« association pour la promotion du service militaire et des sciences militaires », la « communauté de travail pour une armée de milice de maintien de la paix », le « comité fédéral pour l'obligation de servir », le « comité suisse d'action contre l'abolition de l'obligation de servir », le « comité référendaire supra-partis contre l'infiltration de notre armée de milice », le « comité contre l'initiative des objecteurs de conscience »* et l'« action pour la défense et le maintien de la paix »*.

Cette expérience a poussé beaucoup d'objecteurs de conscience et d'activistes pour le service civil à rejoindre le Groupe pour une Suisse sans Armée, fondé en 1982. Son succès en 1989 n'a pas rendu la justice militaire plus bienveillante, mais a provoqué un changement dans la conscience collective, et le 17 mai

1992, 82.5% des votant-e-s se prononcèrent en faveur d'un service civil de remplacement. Il faudra encore quatre ans pour que ce dernier soit introduit, ce qui sera finalement fait le 1er octobre 1996.

Reconnaitre les violations des droits humains

Il est temps que la Suisse reconnaisse qu'il s'agit là de violations des droits humains et qu'elle réhabilite enfin les milliers de personnes condamnées, ou du moins celles condamnées après 1967, soit après que le Conseil fédéral et le Parlement ait reconnu le problème.

Ajout : L'auteur de ce texte n'est pas un objecteur de conscience. En 1992, il a néanmoins refusé de faire le dernier cours de répétition, afin d'augmenter la pression pour l'introduction rapide du service civil, dans le cadre de la campagne du GSsA « Appel à l'action ». Il a été condamné à un total de 45 jours de prison pour avoir refusé de servir durant ces deux semaines.

* traductions littérales, ces groupes n'ont pas de nom officiel en français.

ARMES NUCLÉAIRES

Broken Arrows

« Broken Arrows », voilà comment l'armée américaine appelle les accidents impliquant des armes nucléaires. Les armes « perdues » en font également partie. Comment ces événements sont-ils possibles? Et à quelle fréquence se produisent-ils? Daniela Fischer

En règle générale, les incidents impliquant des armes nucléaires sont tenus secrets. C'est la raison pour laquelle des rapports fiables et complets ne sont pas vraiment disponibles. Dans son documentaire Nuclear 911, Peter Kuran renvoie à 32 dossiers de l'armée américaine impliquant des bombes atomiques et des bombes à hydrogène entre 1950 et 1980. Selon le prestigieux Think Tank Brookings Institutions, les États-Unis ont « seulement » perdu huit bombes atomiques explosibles et neuf bombes contenant des substances radioactives sans matière fissile.

Pas de détonateur – seulement un leurre ?

Voici la première feinte dans la discussion autour des Broken Arrows : les expert-e- sont divisé-e-s sur la définition d' « armes nucléaires » : peut-on réellement parler d' « arme

nucléaire » si elle contient du matériel radioactif mais pas de détonateur? De plus, à la suite de certains événements, il s'avère qu'il ne s'agissait que de leurres. Mais personne ne sait ce que cela signifie concrètement. L'année passée, un plongeur a fait une découverte plutôt extraordinaire au large de Pitt Island : il a trouvé un énorme objet qui a été rapidement mis en lien avec la bombe atomique que l'armée américaine avait perdue en 1950, lorsqu'un bombardier intercontinental de type Convair B-36 avait pris feu durant une mission secrète. L'équipage avait largué la bombe dans l'Océan pacifique afin d'éviter une détonation au cas où l'avion s'écraserait. Après cet incident, les responsables ne cessèrent de répéter qu'il s'agissait d'un leurre. Ils n'ont cependant jamais pu expliquer pourquoi un faux avait dû être largué pendant cet incident.

Un autre exemple serait une bombe à hydrogène cent fois plus puissante que celle larguée sur Hiroshima, que l'armée américaine a perdue en 1958. Lors de la simulation d'un raid aérien d'une ville soviétique, au large de Savannah en Géorgie, deux avions de combat sont entrés en collision. Suite à cela, la bombe Mark-15 a été larguée au-dessus de l'océan. Le fait qu'elle ne possédait pas de détonateur

ne constitue qu'une piètre consolation et la bombe est, aujourd'hui encore, déclarée perdue.

Onze bombes américaines perdues

D'autres exemples incluent le crash dans la mer ionique d'un B-47 transportant du matériel nucléaire utilisable parti depuis une base nucléaire au large de la côte grecque en 1956, le largage d'urgence de deux bombes atomiques dans l'Océan atlantique en 1957 et de la perte de deux bombes à hydrogène en 1959 et en 1965. Pendant des années, l'armée américaine a tenté de cacher ces incidents, surtout dans le cas où les bombes étaient déclarées perdues irrémédiablement. Brookings Insti-

tution part du principe qu'un total de onze bombes américaines se trouvent actuellement au fond des océans.

Deux exemples de contamination à grande échelle après des explosions montrent qu'il ne s'agit pas toujours de faux ou de matériel radioactif sans détonateur. L'écrasement d'un B-52 transportant quatre bombes atomiques près de la base militaire américaine de Thule au Groenland en 1968 est un premier exemple. Bien que les bombes aient été sécurisées et qu'elles n'aient pas explosé, malgré la détonation de la charge d'allumage, le matériel radioactif qu'elles contenaient a été dispersé sur un vaste territoire. L'armée a renoncé à une décontamination étendue. Le deuxième exemple concerne la charge d'allumage de deux des quatre bombes à hydrogène perdues lors d'un crash à Palomares en Espagne, qui ont explosé sans créer de réaction en chaîne. Cinquante ans après cet incident, la région en partie habitée est toujours fortement irradiée malgré sa décontamination.

Il ne s'agit, dans les exemples susmentionnés, que de cas américains, les informations manquant entièrement pour les autres puissances nucléaires. Si l'on prend cela en considération, ainsi que le nombre de transports de bombes nucléaires apparemment effectués, les chiffres réels d'armes nucléaires perdues et de régions irradiées sur terre doivent être plus qu'inquiétants.



INDUSTRIE DE L'ARMEMENT

Pas d'argent pour les bombes

Lorsqu'il s'agit de placer son argent de façon éthique, l'exclusion des entreprises d'armement revêt une grande importance. Néanmoins, ces dernières ne semblent avoir aucun mal à obtenir des financements. Les banques et investisseurs privés possèdent une marge de manoeuvre relativement importante pour changer cela.

Michael Diaz, membre de la direction, Banque Alternative Suisse

Lorsque l'analyste voit la mauvaise nouvelle que lui a fait parvenir son fournisseur de données apparaître sur son écran, son premier réflexe est de penser : « Intel Inside ». C'est avec ce slogan que le fabricant de puces s'était fait connaître auprès des consommateurs/trices dans les années 1990. Les puces fabriquées par Intel n'ont pas été uniquement incorporées dans des ordinateurs privés, mais également dans des ordinateurs militaires. Quelques recherches menées auprès d'Intel le confirment : quelques-uns des produits de l'entreprise sont répertoriés dans la liste de Wassenaar, qui recense les biens à double usage. Dans le cas d'Intel, il s'agit de moins de 5% de la part des recettes, mais l'entreprise ne publie pas de données détaillées. Parce que cela représente un montant minime du chiffre d'affaire de l'entreprise, le comité consultatif

des investissements durables de la Banque Alternative Suisse (BAS) recommandera par la suite de ne pas exclure l'entreprise de l'univers de placement, mais de la pourvoir d'un rating plus bas.

Le lien vers l'industrie de l'armement n'est pas toujours évident

La BAS exclut actuellement environ 130 entreprises en raison de leurs liens directs ou indirects avec l'industrie de l'armement, comme Rolls Royce, qui produit des réacteurs pour des avions militaires, ou encore le producteur de matériel informatique Textron, un important fournisseur pour l'industrie de l'armement. Le défi pour les analystes réside dans le flou autour des liens entre certaines entreprises et l'industrie de l'armement, liens qui ne sont pas directement visibles ou ne le deviennent qu'après une recherche approfondie. Des fabricants d'armes classiques comme Northrop Grumman ou Boeing, le fabricant des F/A-18, ne représentent que la partie émergée de l'iceberg, dont la partie immergée est constituée de fournisseurs et sous-traitants.

L'industrie de l'armement est déjà souvent exclue...

Lorsqu'il s'agit d'investir de l'argent de façon éthique, l'exclusion des entreprises d'arme-

ment revêt une grande importance, et ce, pas uniquement à la BAS. Les banques suisses excluent en effet 90 milliards de francs de leurs univers de placement durables, sous motif de trafic et de production d'armes. Les critères de violation des droits humains et du droit du travail, de la corruption et de la destruction de l'environnement se trouvent à la cinquième place sur la liste des critères d'exclusion, selon le rapport actuel du Forum für nachhaltige Geldanlagen (FNG; ndlt : Forum pour des investissements durables). Lorsqu'il s'agit d'exclure des pays des emprunts d'État, les violations du traité de non-prolifération des armes nucléaires se trouvent à la troisième place.

...mais pas encore assez : Il faut un impact plus large

Si nous voulons que les entreprises concernées ressentent la pression sociale, l'impact doit être plus large : le capital boursier d'une entreprise problématique devrait être constituée d'environ 20 à 40% d'investisseurs éthiquement responsables. Ces derniers devraient ensuite rejeter le titre concerné, pour qu'un effet se fasse ressentir à la bourse. Dans ce contexte, « se faire ressentir » signifie que l'acquisition de fonds propres deviendrait effectivement plus coûteuse pour les entreprises à problèmes. Nous sommes aujourd'hui encore très

éloigné-e-s d'une telle situation, puisque la part de fonds durables sur le marché des valeurs suisses, fonds qui excluent donc activement l'industrie de l'armement, n'est que de 7%. Il reste donc beaucoup à faire ou, justement, à ne pas faire.

Que pouvez-vous faire en tant qu'investisseur-e-s?

Les investisseur-e-s qui ne peuvent ou ne veulent pas filtrer et surveiller leurs investissements eux-mêmes peuvent se faire conseiller par une banque. A quoi faut-il faire attention dans le contexte de l'armement? Premièrement, la banque en question doit avoir une échelle d'évaluation aussi sévère que possible et, par conséquent, exclure également les armes légères comme les armes de poing, les mitraillettes ou des mortiers légers, 90% des décès leur étant attribués. Deuxièmement, la banque devrait appliquer systématiquement ces critères tous les secteurs commerciaux. Cela implique également de ne pas accorder de crédits à l'industrie de l'armement.

Informations :

Vous trouverez de plus amples informations sur les critères employés par les fonds de placement sur www.nachhaltiges-investment.org ou sur www.partnersforsustainability.ch.

ARMÉE PAN-EUROPEENNE

Politique à la Trump en Europe

Dans une grande partie de l'Europe, Donald Trump ne jouit pas d'une très bonne réputation. Au contraire, il y incite plutôt à serrer les rangs et à s'émanciper des Etats-Unis. Que penser de ce mouvement?
Martin Parpan

Depuis son entrée en fonction, Trump a fait beaucoup de dégâts. Sa façon méprisante, anti-écologique, sexiste et chaotique de diriger le pays le plus puissant du monde est tout simplement abominable. Une grande partie des

Européen-ne-s n'en croit pas ses yeux et se voit prise entre paralysie et incrédulité. Parallèlement à cela, on observe un mouvement d'opposition à Trump, aspirant à plus d'indépendance face aux Etats-Unis. A l'origine de ce mouvement se trouve ce que l'on pourrait appeler le « réflexe anti-Trump », une réaction tout à fait compréhensible et un train en marche que l'on serait tenté-e de prendre. Néanmoins, le « réflexe anti-Trump » à lui seul ne constitue pas un bon fondement pour une politique sensée. Voilà donc le défi auquel

il s'agit de faire face. En particulier lorsqu'il s'agit de la défense, où cette façon de faire de la politique pourrait s'avérer désastreuse. Demander un renforcement de l'OTAN quand Trump la remet en question n'est pas le signe d'une politique indépendante mais d'une politique réactive, dont les seuls à profiter sont les militaristes et le lobby de l'armement.

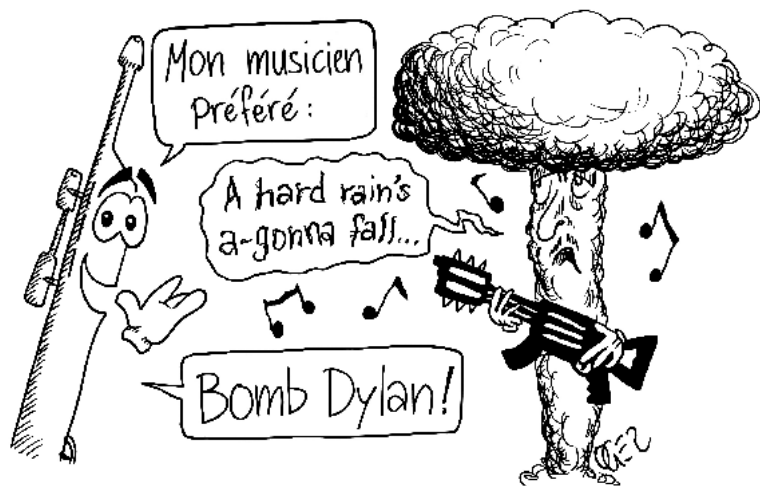
Plus de bombes pour l'Europe

L'Europe ne saisit pas sa chance si elle croit se rendre plus indépendante des Etats-Unis en investissant encore plus d'argent dans l'OTAN. Ce serait l'occasion de remettre en question cette alliance qui vit de la guerre et non de la paix. Mais il y a bien pire, comme l'idée d'une armée pan-européenne qui devrait, tôt ou tard, intervenir quelque part si elle ne veut pas que sa légitimité soit remise en question, comme c'est souvent le cas pour les armées. La logique qui se cache derrière cette politique d'armement est malheureusement encore une fois celle qui promet plus de

sécurité et d'autonomie si l'on augmente du nombre de bombes. Bien que le concept de défense militaire classique semble révolu à l'époque du terrorisme et des cyber-guerres, on ne discute pas d'alternatives valables ou de politique de paix civile en Europe. Au contraire, ce sont les « hommes forts » qui semblent avoir le vent en poupe et l'on se moque gentiment lorsqu'un renforcement de la politique de développement, de désarmement ou une répartition plus juste des ressources sont revendiqués.

Imitation de Trump

Si la conséquence du « réflexe anti-Trump » est de faire exactement la même chose que les États-Unis en ce qui concerne l'armement, tout en pensant s'émanciper des USA, alors nous devons parler d'imitation et non d'émancipation. Il ne reste plus qu'à espérer que l'augmentation du niveau d'armement de l'OTAN et l'idée d'une armée pan-européenne puissent être évitées avant qu'il ne soit trop tard. Dans le cas contraire, il se pourrait bien que les Européen-ne-s qui sont aujourd'hui incroyables face à la folie de Trump se retrouvent, demain, incroyables face à la folie de l'Europe.



SERVICE DE RENSEIGNEMENT

Des avions-espions armés?

Une version civile des avions de type PC-12 produits par l'entreprise Pilatus a été équipée aux États-Unis et est actuellement utilisée en tant qu'avions-espions. Si l'on en croit les documents de la CIA rendus publics par erreur, il pourrait même s'agir d'avions armés. Adi Feller

Connu sous le nom d'U-28, ce type d'avion est utilisé par les forces spéciales américaines dans certaines parties de l'Afrique, du Yémen et, jadis, en Afghanistan et en Irak. Dans la mesure où ils sont discrets, ces avions sont énormément exportés et utilisés par beaucoup de pays à des fins civiles. Aux États-Unis, deux douzaines de ces avions ont été modifiés et remplis de matériel d'information militaire destiné à localiser et suivre des signaux de communication.

Le premier incident révélant ces activités au grand jour était le crash d'un U-28 en 2012 à Djibouti, où six avions de ce type sont stationnés. Tous les membres de l'équipage y avaient laissé leur vie et le public apprenait alors avec surprise qu'il s'agissait de membres des forces spéciales américaines. Le journaliste d'investigation Jeremy Scahill décrit dans son livre *The Assassination Complex* comment des données de position de téléphones mobiles ainsi que des caméras à haute résolution sont utilisées pour traquer des personnes que les États-Unis suspectent d'appartenir à des organisations terroristes. Des drones sont ensuite utilisés pour les assassiner. Les États-Unis prennent donc la liberté de condamner des

personnes à mort, et ce sans procès quelconque ; de bombarder des pays avec lesquels ils ne sont pas officiellement en guerre et de tuer des civils par la même occasion. Selon des estimations du Bureau of Investigative Journalism, quelque 424 à 969 civil-e-s auraient trouvé la mort au Pakistan depuis le début de la guerre des drones. La véritable ampleur de cette guerre sans déclaration de guerre et sans loi martiale est difficile à évaluer.

Il est clair qu'une telle pratique piétine les droits humains ainsi que le droit international. Le fait que des avions suisses représentent des instruments privilégiés pour ces pratiques montre à quel point les autorités et le gouvernement sont ignorants face à ces crimes. Depuis l'implémentation de la stratégie militaire occidentale insensée qui avait commencé par l'attaque de l'Afghanistan en 2001, la guerre continue, bien que son intensité varie – et atteigne une étendue insoupçonnée auparavant avec l'invasion de l'Irak menée par les États-Unis et le Royaume-Uni. La situation de l'Afghanistan, ainsi que de nombreux autres pays du Proche Orient, est aujourd'hui loin d'être stabilisée.

Simple espionnage ou droit de tuer?

En automne 2016, le portail d'information américain *The Intercept* a publié deux documents détaillant les programmes de drones secrets de la CIA. Le document portant le titre « small footprint operations » révèle de façon explicite le rôle central joué par les U-28. Ils sont les plateformes essentielles per-

mettant de récolter les informations nécessaires pour les attaques menées par des drones. Mais ces documents datant de février 2013 révèlent bien plus d'informations : en page 39, on trouve une vue d'ensemble de tous les avions et drones utilisés. Les U-28 y sont qualifiés de « armed for operation », donc armés et prêts à être employés, et apparaissent à côté des drones tueurs MQ-1 Reaper et MQ-9 Predator qui portent le même qualificatif.

Nous ne savons pas de manière certaine à quoi ressemblent ces armements, car les PC-12 ne possèdent pas de Hardpoints sous les ailes qui permettraient d'y fixer des armes. Le fait est que les missiles Hellfire employés par les Reapers et les Predators ne pèsent que 50 kilos, charge que les U-28 pourraient transporter sans problème. Il serait souhaitable que ces informations soient accessibles, mais compte tenu du maintien du secret par les États-Unis, nous pouvons attendre encore quelques décennies pour cela ou espérer qu'il y ait d'autres fuites.

Une question politique

La simple utilisation de ces avions, qu'ils soient armés ou non, dans ce contexte est aussi scandaleuse que le comportement de l'État suisse. En 2013, Le Ministère de la Défense américain commanda 18 PC-12 à Stans pour l'armée afghane, pour une utilisation similaire aux U-28. Selon un article paru en mai 2017 dans le magazine américain *Military Review*, ils dirigent les attaques aériennes depuis des avions d'attaque au sol et leur attribuent des

cibles à attaquer. Le Conseil fédéral et le Secrétariat d'État à l'Économie simplifient les choses en prétendant que ce ne sont que des versions civiles des PC-12 qui sont exportées. En cas d'exportation de tels biens à des armées étrangères, ces biens seraient soumis à des autorisations préalables ou du moins à la loi sur le contrôle des biens, ou même à la loi sur le matériel de guerre. L'État suisse ne peut pas nier qu'il participe sciemment à l'équipement de l'armée d'un pays qui ne se préoccupe ni des droits humains, ni du droit international. Par la livraison d'un type d'avion qui sert d'élément central dans la chaîne d'information militaire, qui définit des cibles à attaquer – et qui utilise, peut-être, des armes...



Initiative contre le commerce de guerre

Comme tu as pu le constater dans ce numéro, la phase de récolte a très bien commencée. C'est uniquement grâce à tou-te-s les bénévoles qui nous ont aidé à récolter ces signatures que nous avons eu un si bon début. Les réactions que notre initiative suscite le montrent bien : nous avons visé juste avec notre idée.

La récolte de signatures est néanmoins loin d'être terminée et nous avons besoin de toi pour réunir celles qui manquent! Participe toi aussi au mouvement pour la paix!

Comment participer

Faire un don :

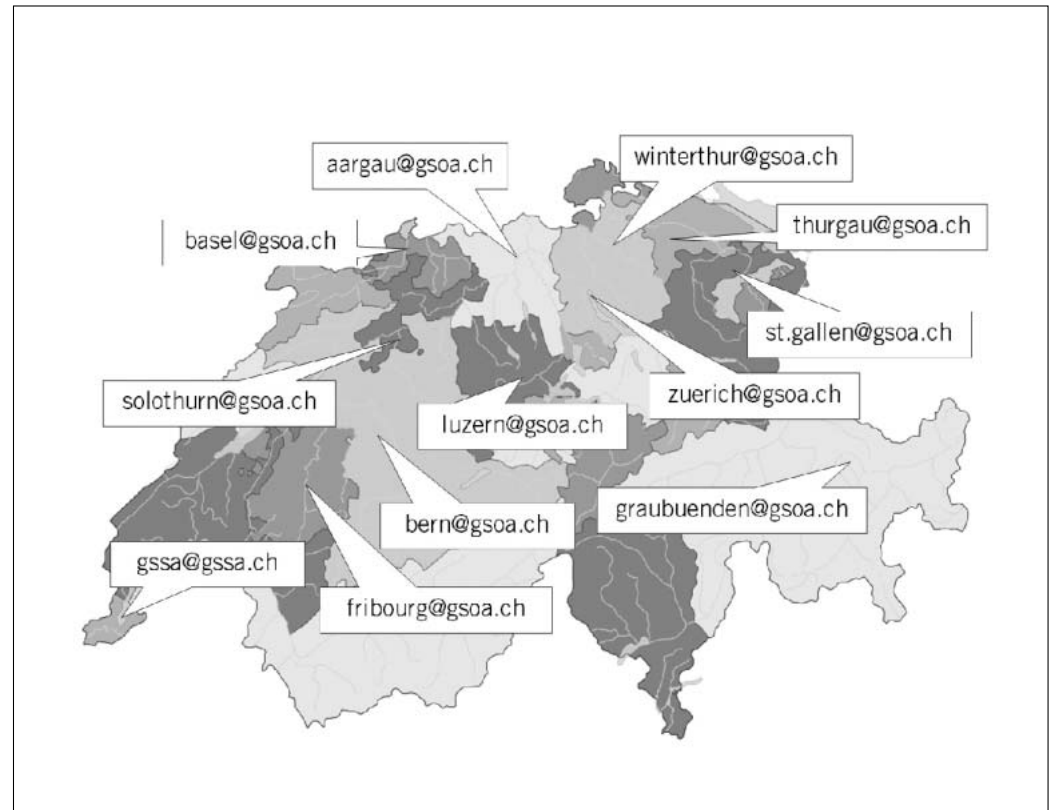
Une initiative coûte cher. Nous sommes financé-e-s uniquement par les cotisations de nos membres et par des dons de particuliers, et sommes par conséquent très reconnaissant-e-s pour toute somme versée!

Récolter des signatures :

Tu aimerais nous aider à récolter des signatures dans la rue? Contacte-nous par email : gsoa@gsoa.ch et nous te dirons où et quand nous serons présent-e-s!

Tu préfères récolter des signatures parmi tes proches? Aucun problème! Tu trouveras tous les documents nécessaires prêts à être imprimés sur notre site www.materieldeguerre.ch.

Merci pour ton aide!



GREGOR
Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse
 Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.
www.facebook.com/gregor.gewehr



Impressum

Rédaction : Felix Birchler (fb), Sebastian Büchler (sb), Lukas Bürgi (lb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df), Amanda Gavilanes (ag), Mélanie Glayre (mg, responsable), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Thomas Leibundgut (tl), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Michel Monod (mm), Youniss Mussa (ym), Martin Parpan (mp), Seraina Patzen (sp), Nikolai Prawdzc (np), Rahel Ruch (rr), Judith Schmid (js), Tobia Schnebli (ts), Basil Schöni (bs), Renate Schoch (rs), Andreas Weibel (aw)

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

Impression : ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Tirage :** 5'000 exemplaires

Abonnement : 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total	Nom	
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-			
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-		Prénom	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-		Rue	
	T-Shirt «If war is the answer...»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	blanc	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-		N°	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	<input type="radio"/> f <input type="radio"/> h	noir	<input type="radio"/> S <input type="radio"/> M <input type="radio"/> L <input type="radio"/> XL	Fr. 28.-		NPA	
	Autocollant				gratuit		Lieu	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-		Tél.	
	Couteau porte-clés «GSsA»				Fr. 5.-		E-mail	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-			
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-			
	Feuilles de signature A5 (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit			
	Autocollants (Initiative contre le commerce de guerre)				gratuit			
	Frais de port					Fr. 4.80		
Somme totale de la facture								

Commande: GSsA, Case postale, 8031 Zurich, gssa@gssa.ch